

## **Accord PS – EELV sur l'énergie**

### **Un accord irresponsable sur l'énergie !**

**Il n'est pas dans les habitudes de FO Énergie et Mines de commenter les programmes des partis politiques. Mais l'accord passé entre le PS et les écologistes qui s'inscrit dans un affaiblissement conséquent de la filière nucléaire inquiète au plus haut point les salariés de ce secteur et FO Énergie et Mines tient à s'en faire l'écho.**

Cet accord, tout en maintenant l'EPR de FLAMANVILLE, prétend en effet fermer immédiatement la centrale de Fessenheim et 24 réacteurs sur les 58 existants à l'horizon 2025 sans parler de la cacophonie sur l'avenir de la filière de retraitement.

Sur la forme, FO Énergie et Mines s'étonne que le Parti Socialiste ait pu s'engager dans un tel projet sans même avoir eu un échange avec les représentants des salariés du secteur.

Sur le fond, FO Énergie et Mines s'étonne également qu'un accord puisse se fixer pour objectif la réduction de la part du nucléaire sans autre considération. Et pour cause puisque les résultats des « stress tests » mis en œuvre sous le contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, autorité indépendante, sur les 58 centrales françaises ne sont pas connus.

Par conséquent, il s'agit là de choix qui ne sont pas fondés sur une analyse objective de la situation mais de choix purement idéologiques.

Cet accord est en effet incompréhensible : soit les centrales nucléaires sont dangereuses et il faut les arrêter, soit elles ne le sont pas et elles doivent continuer à fonctionner dans l'intérêt des français.

**Cet accord se traduirait s'il était mis en œuvre par :**

- **Un doublement du prix de l'électricité :**

Les Français y sont-ils prêts ?

- **Une augmentation sans précédent des lignes de transport d'interconnexion mais aussi de lignes de transport et de distribution en France** pour évacuer les énergies renouvelables supplémentaires qu'il faudrait mettre en place :

Les écologistes sont-ils prêts à faciliter le passage de ces milliers de kilomètres de lignes supplémentaires (rien que 15.000 kms pour les interconnexions selon RTE) ?

- **Une augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>**, car les énergies renouvelables éoliennes et solaires sont des énergies intermittentes et elles devront être complétées par des centrales thermiques au gaz.

Comment dans ces conditions la France respectera ses engagements de réduction de gaz à effet de serre ?

Pourquoi la lutte contre le réchauffement climatique passerait-elle maintenant au second plan alors que tous les experts s'accordent à reconnaître que c'est le problème principal pour l'avenir de la planète ?

- **Une dégradation supplémentaire de la balance des paiements.** La France a-t-elle besoin de se tirer une balle dans le pied ?

- **Un risque pour la sécurité d'approvisionnement de la France** car la baisse du nucléaire en France et la fin de celui-ci en Allemagne voire en Belgique va fragiliser

- l'équilibre entre la production et la consommation dans tout l'Ouest européen.  
Les Français sont-ils prêts à renouer avec le risque de coupures de courant ?
- **Un coût pour la Nation propriétaire de 85% du capital d'EDF.** Car à quoi cela va-t-il servir d'arrêter prématurément des centrales nucléaires et donc de payer immédiatement des frais de démantèlement alors qu'elles peuvent produire de l'électricité bon marché ? C'est là un vrai gâchis collectif incompréhensible.
- **Des conséquences pour l'emploi** dans les industries en général et électro-intensives en particulier compte tenu de l'augmentation des prix de l'électricité.
- **Le sacrifice à des fins électorales d'une filière industrielle de 400.000 emplois directs et indirects** constituant la 3ème filière industrielle française (source étude PCW 2011) et qui peut nourrir des espoirs à l'exportation, n'en déplaît-il pas aux idéologues, compte tenu de la demande exponentielle dans les pays émergents.
- **Une perte de compétitivité de la France notamment par rapport à l'Allemagne** qui a aujourd'hui des prix de l'électricité beaucoup plus élevés. Notre pays peut-il se payer aujourd'hui un tel luxe ?

FO Énergie et Mines considère que le mix énergétique actuel avec le nucléaire (80%) complété par une importante production hydro-électrique, énergie renouvelable et par des moyens thermiques correspond à un bon équilibre en termes de moyens de production.

Et même s'il est nécessaire de développer les autres énergies renouvelables, il n'est pas pour autant indispensable pour y parvenir d'affaiblir les autres filières existantes. Il doit y avoir complémentarité et non pas substitution.

FO Énergie et Mines considère enfin que les salariés de ce secteur et que l'avenir énergétique du pays méritent mieux qu'un accord électoral qui n'a pas mesuré les conséquences de ses choix.

Y a-t-il tant de secteurs où la France soit un leader mondial pour qu'on se paye le luxe de l'affaiblir à ce point ?

Il y a pourtant de vraies questions que cet accord ne pose pas. Elle concerne la politique de concurrence introduite par les Gouvernements successifs qui a été un échec total. **C'est pourquoi FO Énergie et Mines revendique l'abrogation des directives européennes de déréglementation.**

**FO Énergie et Mines milite pour la renationalisation totale d'EDF. La mise en Bourse de cette entreprise ayant aussi montré ses effets pervers, l'énergie nucléaire ne doit pas dépendre de la loi du marché.**

FO Énergie et Mines milite aussi pour le renforcement des moyens de l'autorité de sûreté.

Ce sont là des vraies questions qui ont été occultées par cet accord mais qu'il serait plus pertinent d'aborder.

**Contact:** Fédération Énergie et mines

**Tel :** 01 44 16 86 20

**Email :** [contact@fnem-fo.org](mailto:contact@fnem-fo.org)